

MAIRIE DE TRETEAU

1 PLACE DE LA MAIRIE

03220 TRETEAU

**Compte-rendu de la séance du Conseil Municipal du 30.04.2021**

**Ayant eu lieu à 19h30 à la salle polyvalente**

# Présents :

M. BONIN Gérard, M. CHASSAGNE Jean-François, Mme CHAUVET Anne-Marie, M. DELIGEARD Arnaud, M. DESBOUIS Serge, M. GILLES Xavier, Mme LEBRE Amélia, M. MONNET Jérôme, M. PEJOUX Florent, Mme DEGIRAL Laurence, M. VIGNE Olivier.

# Pouvoir : Néant.

Absent : M. DEVILLARD Claude.

# Excusée : M. MAIRE Pierre, Mme CHAPPAZ Aurélie, Mme PELLETIER Émeline.

**Secrétaire de séance** : M. VIGNE Olivier.

**La séance du Conseil Municipal est ouverte à 19h40.**

**Approbation du compte-rendu du dernier Conseil Municipal**

Monsieur le Maire ouvre la séance par la mise à approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 9 Avril 2021. Aucune remarque n’ayant été faite par l’ensemble de l’assemblée délibérante, le compte-rendu est validé à l’unanimité des membres présents.

**Approbation de la Ligne Directrice de Gestion 2021-2026**

Le Maire rappelle que les Lignes Directrices de Gestion (LDG) sont un nouveau dispositif créé par la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique. Elles sont arrêtées dans chaque collectivité et établissement public par l’autorité territoriale, après avis du Comité Technique. Cet outil de référence pour la gestion des ressources humaines est conçu pour fixer les orientations et priorités des employeurs et ainsi guider les autorités compétentes dans leurs prises de décision, sans préjudice de leur pouvoir d’appréciation en fonction des situations individuelles, des circonstances ou d’un motif d’intérêt général.

Les LDG déterminent :

- la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, notamment en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences,

- les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours en vue, d’une part, de l’élaboration des décisions individuelles d’avancement de grade et de promotion interne prenant effet à compter du 1er janvier 2021 et, d’autre part, en matière de recrutement, d’adapter les compétences à l’évolution des missions et des métiers, de favoriser la diversité des profils, la valorisation des parcours professionnels ainsi que l’égalité entre les hommes et les femmes.

Communiquées à l’ensemble des agents, par voie numérique, et le cas échéant par tout autre moyen, les LDG peuvent être invoquées en cas de recours devant un tribunal administratif contre une décision individuelle défavorable.

Références juridiques :

- Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale (article 33-5),

- Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique,

- Décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires (chapitre II).

Le Maire rappelle que les Lignes Directrices de Gestion sont fixées pour une durée de six ans et que le dispositif devait être mis en place au 1er Janvier 2021. L’exposé du Maire étant fait, il est fait procédé au vote.

Le Conseil Municipal, à l’unanimité des membres présents, approuve la Ligne Directrice de Gestion pour la commune pour la période 2021-2026.

**Nombre de votants : 11 Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0**

**Approbation de la modification du tableau des effectifs.**

Afin de régulariser la situation de plusieurs agents et suite aux différents échanges avec le Centre de Gestion et le service du Contrôle de la Légalité de la Préfecture, le Conseil Municipal doit se prononcer sur la mise à jour du tableau des effectifs. Le Maire rappelle que ce document doit être revu régulièrement en fonction des évolutions au sein de la collectivité. Suite à la présentation des nouvelles situations des agents de la Commune, il est demandé au Conseil de se prononcer sur la mise à jour du tableau ci-dessous :



Le Conseil Municipal, à l’unanimité des membres présents, approuve le nouveau tableau des effectifs avec une mise en place au 1er Mai 2021.

**Nombre de votants : 11 Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0**

**Règlement de temps de travail**

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune doit délibérer afin d’instituer un règlement de temps de travail pour les agents. La définition, la durée et l’aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l’organe délibérant, après avis du comité technique. Par ailleurs, le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail.

Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel.

Le décompte du temps de travail effectif s’effectue sur l’année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d’être accomplies. Ce principe d’annualisation garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d’organisation de ce temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Ainsi, les cycles peuvent varier en fonction de chaque service ou encore en prenant en considération la nature des fonctions exercées. Le temps de travail peut également être annualisé notamment pour les services alternant des périodes de haute activité et de faible activité.

Dans ce cadre, l’annualisation du temps de travail répond à un double objectif :

- de répartir le temps de travail des agents pendant les périodes de forte activité et le libérer pendant les périodes d’inactivité ou de faible activité ;

- de maintenir une rémunération identique tout au long de l’année c’est-à-dire y compris pendant les périodes d’inactivité ou de faible activité.

Ainsi, les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de travail de l’agent dont le temps de travail est annualisé pendant les périodes de forte activité seront récupérées par ce dernier pendant les périodes d’inactivité ou de faible activité.

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d’accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1.607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre total de jours sur l’année | 365 |
| Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines | 104 |
| Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail | 25 |
| Jours fériés | 8 |
| Nombre de jours travaillés | = 228 |
| Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures | 1596 h  arrondi à 1.600 h |
| + Journée de solidarité | + 7 h |
| Total en heures : | 1.607 heures |

La durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;

Aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures consécutives de travail sans que les agents ne bénéficient d’une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;

L’amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;

Les agents doivent bénéficier d’un repos journalier de 11 heures au minimum ;

Le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;

Les agents doivent disposer d’un repos hebdomadaire d’une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

Le Maire rappelle enfin que pour des raisons d’organisation et de fonctionnement des services et afin de répondre aux mieux aux besoins des usagers, il convient en conséquence d’instaurer pour les différents services de la commune de TRETEAU des cycles de travail différents.

**Le Maire propose à l’assemblée :**

**Fixation de la durée hebdomadaire de travail**

Le temps de travail hebdomadaire en vigueur au sein de la commune est fixé à 35h00 par semaine pour l’ensemble des agents. Compte-tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie, les agents ne bénéficieront pas de jours de réduction de temps de travail (ARTT).

**Détermination des cycles de travail :**

Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, l’organisation des cycles de travail au sein des services de TRETEAU est fixée comme il suit :

**Les services administratifs placés au sein de la mairie :**

Les agents des services administratifs seront soumis à un cycle de travail hebdomadaire : semaine à 35 heures sur 4.5 jours, les durées quotidiennes de travail seront de 7h45 sur 4 jours et 4h sur une demi-journée. Le Secrétaire de Mairie réalisera sa semaine du mardi au samedi midi et la seconde Secrétaire de Mairie du lundi au vendredi midi.

Les services seront ouverts au public du lundi ou vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 16h30 ainsi que le samedi de 08h à 12h. Au sein de ce cycle hebdomadaire, les agents seront soumis à des horaires fixes. Les agents sont tenus d’effectuer chaque mois un nombre d’heures de travail correspondant à la durée réglementaire. Les heures supplémentaires ou complémentaires doivent être récupérées le mois suivant leur réalisation. Les agents sont tenus de se soumettre au contrôle de la réalisation de leurs heures notamment par la tenue d’un décompte exact du temps de travail accompli chaque jour par chaque agent et de s’astreindre au planning qui leur sera fixé chaque début d’année.

**Les services techniques :**

Les agents des services techniques seront soumis à un cycle de travail basé sur l’année civile :

35 heures sur 5 jours sur toute l’année.

Au sein de ce cycle annuel, les agents seront soumis à des horaires fixes, sauf exceptions liées aux conditions climatiques. Les agents sont tenus de se soumettre au contrôle de la réalisation de leurs heures notamment par la tenue d’un décompte exact du temps de travail accompli chaque jour par chaque agent et de s’astreindre au planning qui leur sera fixé chaque début d’année.

**Les services scolaires et périscolaires :**

Les agents des services scolaires et périscolaires seront soumis à un cycle de travail annuel basé sur l’année scolaire avec un temps de travail annualisé :

- 36 semaines scolaires à 40h sur 4 jours (soit 1440 h),

- 4 semaines hors périodes scolaires (périscolaire, accueil de loisir, entretien …) à 40h sur 5 jours (soit 160 h),

- 1 journée de 7 heures effectuée au titre de la journée de solidarité.

Au sein de ce cycle annuel, les agents seront soumis à des horaires fixes.

Dans le cadre de cette annualisation, l’autorité établira au début de chaque année scolaire un planning annuel de travail pour chaque agent précisant les jours et horaires de travail et permettant d’identifier les périodes de récupération et de congés annuels de chaque agent.

**Journée de solidarité**

Compte tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie, la journée de solidarité, afin d’assurer le financement des actions en faveur de l’autonomie des personnes âgées ou handicapées, sera instituée en intégrant les 7h proratisées au temps de travail aux plannings annuels de agents.

**Heures supplémentaires ou complémentaires**

Les heures supplémentaires sont les heures effectuées au-delà des bornes horaires définies par les cycles de travail ci-dessus. Ces heures ne peuvent être effectuées qu’à la demande expresse de l’autorité territoriale ou du chef de service. Les heures supplémentaires ne peuvent dépasser un plafond mensuel de 25 heures pour un temps complet y compris les heures accomplies les dimanche et jour férié ainsi que celles effectuées la nuit. Elles sont à rattraper le mois suivant leur réalisation et n’ouvrent droit à rémunération qu’en cas d’imprévus manifestes (intempéries de nuit, week-end, …).

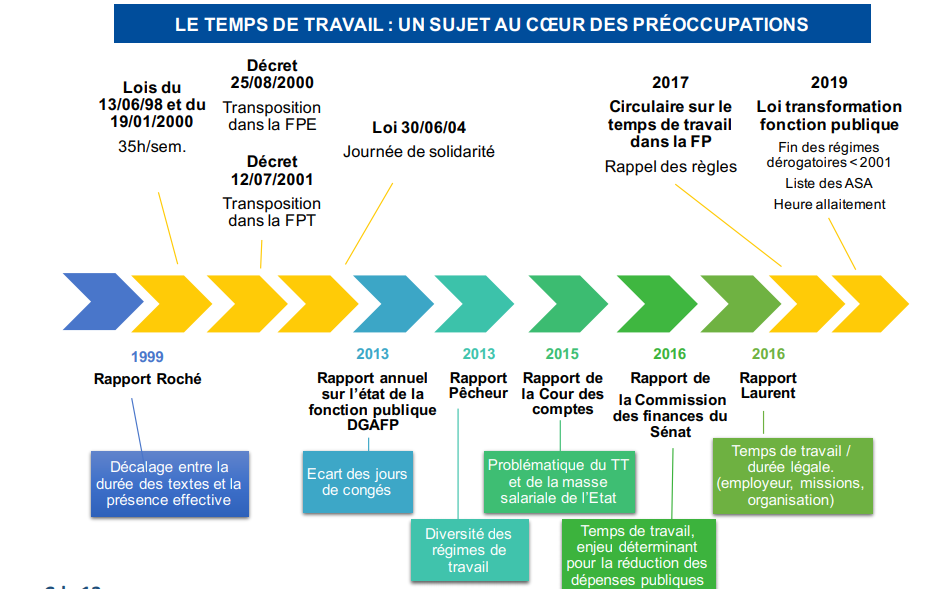
Le Conseil Municipal, à l’unanimité des membres présents, approuve le nouveau règlement de temps de travail. Celui-ci prendra effet au 1er Juin 2021.

**Nombre de votants : 11 Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0**

**Passage aux 1607 heures effectives de travail**

L’article 47 de la loi n°2019-829 du 6 Août 2019 de transformation de la fonction publique oblige toutes les collectivités à mettre en place les 1607 heures effectives de travail en supprimant les régimes dérogatoires à cette durée antérieurs à la loi n°2001-2 du 3 Janvier 2021. Pour rappel, les communes devaient statuer avant le mois de Mars 2021 pour une entrée en vigueur au 1er Janvier 2022.

**Rappel des évolutions du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale :**



**Nombre de votants : 11 Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0**

**Modifications des délégations données au Maire par le Conseil**

Suite à des erreurs constatées entre les délégations données au Maire lors de l’installation du Conseil Municipal en 2020 et les délégations réelles devant lui être attribué afin de garantir le bon fonctionnement de la commune, et suite au contact pris avec la Préfecture nous ayant fait remonter qu’une circulaire avait été transmise en 2020 aux communes afin de rappeler ces délégations ainsi que la procédure de mise en place du Conseil Municipal et des commissions municipales, il convient de redélibérer sur les attributions données par le Conseil Municipal au Maire et sur la constitution des commissions.

**Rappel de la Loi : Article**[**L. 2122-22**](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000028538439&cidTexte=LEGITEXT000006070633&dateTexte=20140212&oldAction=rechCodeArticle)**du CGCT – Circulaire Préfectorale circ\_2020\_13**

Il est proposé d’attribuer au Maire les délégations suivantes, au nombre de 11, sur les 33 existantes.

* La réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et la passation à cet effet des actes nécessaires ;
* La préparation, la passation, l’exécution et le règlement de marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
* La conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n’excédant pas douze ans ;
* La passation de contrats d’assurance et l’acceptation des indemnités de sinistre afférentes à ces contrats ;
* La création, la modification ou la suppression de régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
* La délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
* L’acceptation de dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
* L’exercice d’actions en justice au nom de la commune ou la défense de la commune dans les actions intentées contre elle et la transaction avec les tiers selon des plafonds financiers variant selon de strate démographique de la commune ;
* Le règlement des conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux ;
* La réalisation de lignes de Trésorerie sur la base d’un montant maximum autorisé par le Conseil Municipal de 25 000 euros.
* La demande à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, d’attribution de subventions ;

Le Conseil Municipal, à l’unanimité des membres présents, approuve les nouvelles délégations données au Maire.

**Nombre de votants : 11 Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0**

**Modifications des commissions communales**

Il est proposé de revoir la constitution des commissions communales et d’y ajouter la création d’une commission urbanisme, une commission tourisme et une commission d’appel offre pour la passation des marchés publics.

**Finances Communales :** Vice-Président : Mr CHASSAGNE Jean François, Membres : Mr DESBOUIS Serge, Mr VIGNE Olivier, Mme CHAPPAZ Aurélie, Mme DEGIRAL Laurence, Mr MAIRE Pierre, Mme LEBRE Amélia.

**Personnel Communal, Hygiène, Sécurité :** Vice-Président : Mr CHASSAGNE Jean François, Membres : Mr DESBOUIS Serge, Mr VIGNE Olivier, Mme CHAPPAZ Aurélie, Mr BONIN Gérard, Mme DEGIRAL Laurence, Mr PEJOUX Florent.

**Voirie, Assainissement, Réseaux :** Vice-Président : Mr CHASSAGNE Jean-François, Membres Mr VIGNE Olivier, Mr BONIN Gérard, Mr DEVILLARD Claude, Mr MONNET Jérôme.

**Bâtiments Communaux :** Vice-Président : Mr DESBOUIS Serge, Membres : Mr VIGNE Olivier, Mr DEVILLARD Claude, Mr MAIRE Pierre, Mr GILLES Xavier, Mr MONNET Jérôme, Mr PEJOUX Florent, Mr BONIN Gérard.

**Matériel, Outillage, Mobilier :** Vice-Président : Mr VIGNE Olivier, Membres : Mr CHASSAGNE Jean François, Mr BONIN Gérard, Mr DEVILLARD Claude, Mr GILLES Xavier, Mr PEJOUX Florent, Mr MONNET Jérôme.

**Pêche, Étang Communal :** Vice-Président : Mr VIGNE Olivier, Membres : Mr VIGNE Olivier Mr DEVILLARD Claude Mr GILLES Xavier Mme PELLETIER Emeline Mme LEBRE Amélia, Mr CHASSAGNE Jean-François, Mr PEJOUX Florent, Mr MONNET Jérôme.

**Espaces Verts :** Vice-Président : Mr DESBOUIS Serge, Membres : Mme CHAPPAZ Aurélie, Mr BONIN Gérard, Mme DEGIRAL Laurence, Mme CHAUVET Anne Marie, Mr MONNET Jérôme, Mme LEBRE Amélia.

**Fêtes de cérémonies :** Vice-Présidente : Mme CHAPPAZ Aurélie, Membres : Mme DEGIRAL Laurence, Mme CHAUVET Anne Marie, Mme PELLETIER Emeline, Mme LEBRE Amélia.

**Maisons Fleuries :** Vice-Présidente : Mme CHAPPAZ Aurélie, Membres : Mme DEGIRAL Laurence, Mme CHAUVET Anne Marie, Mme PELLETIER Emeline, Mme LEBRE Amélia.

**Associations, sports :** Vice-Président : Mr VIGNE Olivier Membres : Mr BONIN Gérard, Mr GILLES Xavier, Mr MONNET Jérôme, Mr PEJOUX Florent.

**Affaires scolaires et périscolaires :** Vice-Présidente : Mme CHAPPAZ Aurélie Membres : Mr BONIN Gérard, Mr MAIRE Pierre, Mme CHAUVET Anne Marie, Mr GILLES Xavier, Mme PELLETIER Emeline.

**Communication :** Vice-Président : Mr CHASSAGNE Jean-François, Membres : Mr BONIN Gérard, Mme DEGIRAL Laurence Mme PELLETIER Emeline, Mme CHAPPAZ Aurélie, Mr GILLES Xavier, Mr MAIRE Pierre.

**Salle Polyvalente :** Suppression de la commission et fusion avec la commission bâtiments.

**Développement Économique :** Vice-Président : Mr DESBOUIS Serge, Membres : Mr CHASSAGNE Jean François, Mr VIGNE Olivier, Mme CHAPPAZ Aurélie, Mme CHAUVET Anne Marie, Mr MAIRE Pierre, Mme LEBRE Amélia.

**Cimetière :** Vice-Président : Mr VIGNE Olivier, Membres : Mr CHASSAGNE Jean François, Mr DEVILLARD Claude, Mr GILLES Xavier, Mr PEJOUX Florent, Mr MONNET Jérôme.

**Urbanisme :** Vice-Président : Jean-François CHASSAGNE, Membres : Mr DESBOUIS Serge, Mr BONIN Gérard, Mr PEJOUX Florent, Mr VIGNE Olivier.

**Tourisme :** Vice-Président : Mr DESBOUIS Serge, Membres : Mme DEGIRAL Laurence, Mme LEBRE Amélia, Mme CHAUVET Anne-Marie, Mr VIGNE Olivier, Mr MAIRE Pierre, Mme CHAPPAZ Aurélie.

**Appel d’offres -Marchés Publics :** Vice-Président : Jean-François CHASSAGNE, Membres : Mr MONNET Jérôme, Mr PEJOUX Florent, Mme LEBRE Amélia, Mr DESBOUIS Serge, Mr VIGNE Olivier, Mme DÉGIRAL Laurence, Mme CHAPPAZ Aurélie.

Le Conseil Municipal, à l’unanimité des membres présents, approuve la constitution des nouvelles commissions, les modifications des commissions existantes et la suppression de la commission salle polyvalente.

**Nombre de votants : 11 Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0**

**Précisions des dépenses inscrites à l’imputation 6232 « fêtes et cérémonies »**

Le Maire rappelle que suite à la parution du décret 2016-33 du 20 Janvier 2016, il est désormais demandé aux collectivités de préciser par délibération les principales caractéristiques des dépenses à reprendre au compte 6232 « fêtes et cérémonies ». Il est proposé au Conseil d’y affecter les dépenses suivantes :

- D’une manière générale, l’ensemble des biens, services et objets divers ayant trait aux fêtes et cérémonies tels que, les sapins et décorations de Noël, les jouets, les friandises pour les enfants, diverses prestations et cocktails servis lors de cérémonies officielles et inaugurations ;

- Les frais de restaurations des élus et employés communaux liés aux actions communales ou à l’occasion d’évènements ponctuels ;

- Les fleurs, bouquets, gravures, médailles et présents offerts à l’occasion de divers évènements et notamment lors des mariages, décès, naissances, départs, récompenses sportives, culturelles, militaires ou lors de réceptions officielles ;

- Toutes les dépenses liées à l’ancien budget CCAS, notamment les colis et repas ;

- Le règlement des factures de sociétés et troupes de spectacles et autres frais liés à leurs prestations ou contrats (Sacem, …).

Le Conseil Municipal, à l’unanimité des membres présents, approuve la proposition du Maire relative aux dépenses à inscrire à l’article 6232 du budget communal.

**Nombre de votants : 11 Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0**

**Nouveaux horaires d’ouvertures Poste et Mairie au 3 Mai 2021**

**Agence postale :** du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 13h30 à 16h – le vendredi de 10h à 12h

**Mairie :** du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 16h30. Possibilité de rendez-vous de 16h30 à 17h30 du mardi au vendredi. Samedi matin de 8h à 12h.

Le Conseil Municipal, à l’unanimité des membres présents, approuve les nouveaux horaires d’ouvertures de la Mairie et de l’agence postale.

**Nombre de votants : 11 Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0**

**Ouverture du dépôt communal pour les déchets verts**

La commission des espaces verts propose d’ouvrir le point de collecte le samedi de 15h à 17h à compter du 8 mai sur rendez-vous préalable auprès de la mairie avant le vendredi. La Mairie accepte l’herbe et les déchets de jardin. En fonction de l’affluence, un planning sera organisé.

Le Conseil Municipal, à l’unanimité des membres présents, approuve le principe d’organisation et de gestion du dépôt.

**Nombre de votants : 11 Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0**

**Questions orales**

**Demande Madame PREVOT Magalie terrasse :** suite à la demande reçue à la Mairie, Madame PREVOT désire mettre quinze tables en terrasse devant sa maison. En l’état actuel des choses, vu son statut professionnel actuel, vu l’obligation de respecter les règlements afférents à la gestion du domaine public, vu l’autorisation lui ayant déjà été accordée au Conseil Municipal du 9 Avril pour la pose de plusieurs éléments sur le domaine public pour le lancement de son activité, le Conseil Municipal décide de ne pas réserver une suite favorable à sa demande en l’état actuel des choses.

**Modification régies communales :** suite aux différents contacts avec la Trésorerie de MOULINS et à la mise en place au 3 Mai 2021 du dépôt obligatoire des fonds des régies auprès des agences de la Banque Postale, suite également aux derniers mouvements de personnels, il est décidé, dans le cadre des nouvelles compétences du Maire en matière de régie communale, de clôturer l’ensemble des régies et de refaire un acte constitutif unique regroupant les encaissements à conserver. Un régisseur titulaire sera ainsi nommé pour l’ensemble des encaissements ainsi que trois suppléants.

**EPI des agents :** l’entreprise INITIAL a été retenue pour la gestion de l’ensemble des EPI des agents des services techniques, de la cantine et de l’accueil périscolaire. Cela reviendra à 165.72 euros TTC par mois à la Mairie.

**Travaux de voirie :** l’entreprise ADN commencera les travaux de réfection de la voirie le 5 mai 2021.

**Géomètre :** la Mairie a relancé le géomètre qui relance notre dossier.

**Plantations :** Monsieur le Maire présente à l’ensemble du Conseil les lieux où le fleurissement a été effectué, soit devant le café des sports, le talus de l’étang, le panneau d’entrée de TRETEAU devant l’école et au carrefour du « bon accueil ».

**Remerciements colis des ainés :** Monsieur le Mairie expose le message de remerciement de Monsieur et Madame SAULNIER concernant les colis des ainés.

**Courrier Madame BAYON :** Monsieur le Maire fait lecture du courrier de remerciement de Madame BAYON concernant la gestion de la commune et le colis des ainés.

**Marché Madame JOLINON :** Monsieur le Maire informe le Conseil que Madame JOLINON Marie, productrice de fromage sur la commune de VAUMAS, vient vendre ses produits au marché tous les mercredis.

**Dissolution INTERSOCIETE :** Monsieur Le Maire expose le courrier reçu de la Sous-Préfecture de MONTLUCON actant la dissolution de l’association « INTERSOCIETE ».

**Devis balayeuse et cureuse :** Monsieur le Maire présente les derniers devis reçus pour la cureuse et la balayeuse. La décision finale d’achat est reportée pour la balayeuse, le temps de recevoir les derniers devis. La commune va faire l’acquisition d’une cureuse d’occasion pour un montant de 3120 euros TTC. Ces deux achats ont déjà été statués par délibération et inscrits au Budget Primitif de la commune 2021.

**Problèmes comptables avec le SIVOM :** Monsieur le Maire expose que suite à une erreur de la part du SIVOM sur des travaux réalisés en 2020, ce dernier n’a pas transmis à la commune les factures afférentes sur l’exercice comptable passé. Ces sommes n’ayant pas été rattachés en fin d’exercice 2020 au titre des restes à réaliser, ces sommes ne sont pas prévues au budget communal 2021. De plus, il expose que le SIVOM n’a pas appliqué le bon taux sur les factures de l’année 2019. Une réunion est prévue avec le SIVOM afin d’évoquer ces sujets et régulariser la situation.

**Appel à candidature « Villages Fleuris » Conseil Départemental :** suite au courrier reçu de la part du Conseil Départemental, le Conseil Municipal décide d’inscrire la commune au concours au titre de l’année 2021.

**Inscriptions transports :** Monsieur le Maire rappel aux parents des enfants concernés que l’inscription aux transports scolaires doit être réalisée entre le 3 mai et le 19 juillet 2021 sur le site <https://www.auvergnerhonealpes.fr/scolaire-allier>. Après le 20 Juillet 2021, un complément de 30 euros sera demandé pour chaque élève.

**Tirage au sort des jurés d’assises le 28 mai 2021 à 11h en Mairie :** le tirage au sort des jurés d’assises 2022 pour le compte des mairies de THIONNE, TRETEAU, SAINT VOIR et SORBIER aura lieu en Mairie de TRETEAU le vendredi 28 mai 2021 à 11h. Ce tirage au sort étant normalement public, la Mairie informera les administrés de la procédure sanitaire à tenir si la présence du public est autorisée.

**Point sur l’organisation des élections :** Monsieur le Maire rappelle que les agents et élus devant être présents aux élections peuvent désormais être vaccinés. Ainsi, il est proposé à tous les membres du Conseil non vaccinés de s’inscrire sur la liste de la Préfecture.

**Demande Monsieur et Madame QUESNOT :** Monsieur le Maire expose la demande de Madame QUESNOT concernant sa demande pour être reliée à la fibre. Il rappelle à l’ensemble des administrés de la commune que cette dernière n’est pas compétente en matière de gestion des réseaux de téléphone, gaz ou électricité. Ainsi, concernant le déploiement de la fibre, la commune n’engagera aucuns travaux pour le compte d’Orange. Monsieur CHASSAGNE fait remarquer que le déploiement de la fibre va prendre plusieurs années avant que l’ensemble des administrés ne soient reliés. Le Conseil invite donc les administrés ayant des demandes sur la fibre à s’adresser directement soit à Monsieur TRAN Dorian au 06.98.56.92.07 ou Monsieur AMROUCHE Alexis au 07.50.28.78.33.

**Intervention de Monsieur le Maire :** Monsieur le Maire informe le Conseil qu’à compter du mois de mai, ses membres recevront tous les samedis une note de synthèse du Secrétaire de Mairie récapitulant les dossiers et demandes traitées par le Secrétariat.

**Intervention de Monsieur DESBOUIS :** Monsieur DESBOUIS fait savoir au Conseil qu’il serait intéressant de mettre en valeur la bascule. Un projet est en cours d’étude.

**Intervention de Monsieur VIGNE Olivier :** Monsieur VIGNE fait état que les gens roulent très vite autour de l’étang. Il est demandé de revoir le règlement de l’étang concernant la circulation des véhicules.

**Intervention de Monsieur BONIN Gérard :** Monsieur BONIN fait état du devis reçu pour le remplacement du ponton de l’étang, pour un montant de 330 euros, ainsi que pour des balustrades pour un montant de 351 euros. Monsieur BONIN demande quand seront fait les courriers pour le marché estival. Monsieur le Maire signale que la Mairie appellera directement les personnes qui sont venues l’année passer vendre leurs produits.

**Intervention de Monsieur MONNET Jérôme :** Monsieur MONNET demande ou en sont les réparations des portes de la salle des fêtes. Monsieur le Maire fait savoir que les travaux seront réalisés sous quinze jours.

**Intervention de Madame CHAUVET Anne-Marie :** Madame CHAUVET demande s’il est possible d’utiliser des produits pour désherber sur la voie publique. Monsieur le Maire répond que oui, dans la limite du cadre d’utilisation fixé par la Loi.

**La prochaine séance de Conseil Municipal se tiendra à la salle polyvalente, le vendredi 28 Mai 2021 à 19h30.**

L’ordre du jour étant épuisé et les membres n’ayant plus de questions, la séance de conseil municipal est levée à 23h25.